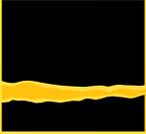


# INVESTIR DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE

## & LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES COMMUNAUTES



  
**BANRO  
CORPORATION**

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2016



## CONTENU DE CE RAPPORT

- 2 Profil de la Société
- 4 Message de John Clarke, Président-Directeur Général
- 6 Bâtir une main-d'œuvre congolaise qualifiée
- 13 Collaboration avec les communautés
- 15 Favoriser les modes de vie alternatifs et durables
- 24 Gestion environnementale
- 28 Fondation Banro
- 32 Gouvernance, minerais stratégiques et droits de la personne
- 36 Ressources et réserves minérales de Banro Corporation





# NOTRE OBJECTIF EST D'ÊTRE UN MODÈLE D'EXCELLENCE EN MATIÈRE DE DURABILITÉ

Banro est un producteur aurifère africain en émergence, engagé à atteindre l'excellence en développement durable par sa vision globale sur la gestion environnementale, l'établissement de relations positives en partenariat avec les communautés locales, la création d'emplois, le renforcement des capacités des citoyens congolais, le soutien des chaînes d'approvisionnement locales, la création d'infrastructures locales et la création de partenariats avec les ONG locales et internationales. On s'attend à ce que les contributions de Banro à un développement économique responsable dans l'est de la République Démocratique du Congo croissent de façon importante dans les années à venir.



# PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

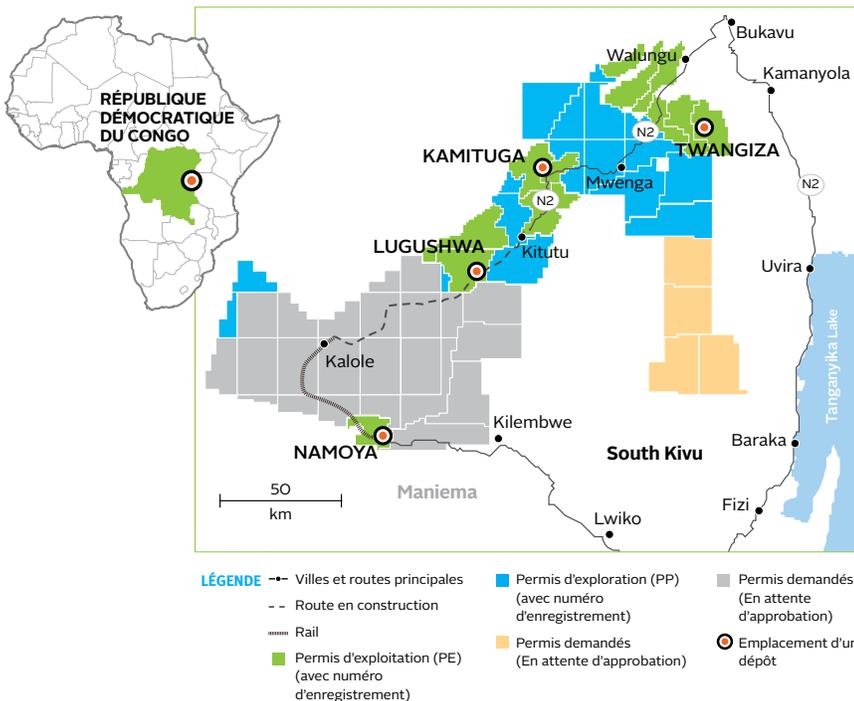
Banro Corporation (la Société) est une entreprise canadienne d'exploration et d'exploitation aurifère qui se concentre sur le développement de quatre projets sur des propriétés exclusives situées dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema en République Démocratique du Congo (RDC). En septembre 2012, la Société a démarré la production commerciale à sa mine d'or de Twangiza, la première mine commerciale d'or construite en RDC en plus de 50 ans. Twangiza a été conçue pour produire plus de 100 000 onces d'or par an. Une deuxième mine d'or, située à Namoya est entrée en production commerciale en janvier 2016. Présentement Namoya fournit des efforts visant à atteindre la production maximale, qui est également au-delà de 100 000 onces d'or par an. Les objectifs à long terme de la

Société consistent à développer deux autres projets aurifères sur les propriétés exclusives de Lugushwa et Kamituga.

Banro a jusqu'à présent identifié 7,04 millions d'onces d'or de ressources mesurées et indiquées, plus les ressources inférées de 5,08 millions d'onces d'or. Le total de réserves minérales prouvées et probables sont de 3,18 millions d'onces d'or.\* Outre ses quatre projets qui détiennent des permis d'exploitation minière et couvrent 2 613 kilomètres carrés, Banro possède également 14 permis d'exploration couvrant 2 638 kilomètres carrés. À ce jour, moins de 12 % de cette superficie a été explorée à l'aide de techniques modernes. Depuis le début de l'exploration en novembre 2004, Banro s'avère être l'un des plus grands employeurs du secteur privé dans l'est de la RDC. À la fin de 2015, la Société soit directement ou indirectement par l'entremise d'entrepreneurs employait environ 2 700 citoyens congolais.

Le siège social de la Société est situé à Toronto et la Société est inscrite à la Bourse de Toronto ainsi qu'au NYSE MKTLLC à New York, sous le symbole «BAA». De plus amples renseignements sur les activités de la Société et ses engagements en responsabilité sociale sont disponibles aussi bien sur son site Web [www.banro.com](http://www.banro.com) et sur celui des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) (Canada) ainsi que sur le site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis [www.sec.gov/edgar.shtml](http://www.sec.gov/edgar.shtml)

\* Informations sur le tonnage et les grades sont fournies à la page 36.



# TOTAL DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (2004 – 2015)

## BANRO CORPORATION

Dépenses d'activités d'exploration en RDC	246 874 000 \$US
Investissement dans l'usine de Twangiza	225 699 000
Dépenses en infrastructures à Twangiza (Routes, ponts, habitations, écoles, églises installations publiques)	25 278 000
L'investissement dans l'usine de Namoya	268 281 000
Les dépenses en infrastructures à Namoya (Routes, ponts, habitations, écoles, églises et installations publiques)	22 923 000
Total des impôts et frais gouvernementaux de la RDC (Redevances, retenues sur la rémunération, carburant)	95 404 663
<b>Sous-total</b>	<b>861 536 663 \$US</b>

## FONDATION BANRO

Investissement dans l'éducation en RDC	2 202 500 \$US
Investissements en les soins de santé en RDC	965 000
Investissements dans l'infrastructure sociale en RDC	1 623 500
Investissements en agriculture	377 500
Autres dépenses (Aide humanitaire, soutien communautaire, conservation)	333 000
<b>Sous-total</b>	<b>5 501 500 \$US</b>
<b>Total des dépenses en RDC</b>	<b>867 038 160 \$US</b>

# MESSAGE DE JOHN CLARKE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Banro dispose maintenant de deux mines d'or d'importance égale dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema qui produisent ensemble de 210000 à 230000 onces d'or par an.



John Clarke  
Président-Directeur  
Général

Des progrès importants au niveau des opérations ont été réalisés dans les deux projets aurifères de Banro en 2015, faisant le point saillant de l'année pour la Société.

Nous sommes ravis du succès à Twangiza dont l'équipe a exercé ses activités d'exploitation de manière fiable et régulière à coûts réduits tout en produisant à un niveau supérieur aux estimations. Cela a résulté en une production de 135 532 onces d'or en 2015 - une augmentation de 38 % par rapport à celle de 2014 et une augmentation de 64 % par rapport à celle de 2013. Pendant ce temps, la production croissante à la mine d'or de Namoya au cours du quatrième trimestre a conduit la Société à annoncer la production commerciale à compter du 1er janvier 2016. Namoya a continué d'accroître la production durant les premiers mois de 2016, tout en atteignant une production maximale au moment de la rédaction de ce rapport.

Banro dispose maintenant de deux mines d'or d'importance égale dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema qui produisent

ensemble de 210 000 à 230 000 onces d'or par an. La Société qui envisage sérieusement les perspectives de la construction d'une troisième mine à Lugushwa, où elle compte accélérer l'exploration et lancer une étude complète de faisabilité en 2016. Cette étape suscite déjà de l'intérêt sur notre quatrième projet aurifère de Kamituga, avec une étude de faisabilité susceptible d'être entreprise d'ici deux à trois ans.

Le progrès ne s'accomplit pas sans la participation de plusieurs partenaires, un constat que l'on peut faire en observant l'évolution des projets aurifères de Banro. Parmi les partenaires de cette réussite il y a notre main-d'œuvre congolaise compétente et dévouée, les communautés locales vivant à proximité de nos activités d'exploitation, une dizaine de partenaires d'affaires locaux ainsi que le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. Namoya et Twangiza sont deux des trois premières nouvelles mines d'or à avoir été construites en RDC au cours des 50 dernières années. Ces réalisations importantes démontrent clairement aux investisseurs du monde entier que le pays s'est imposé comme un lieu où trouver, financer et réussir à construire de nouvelles mines d'or. Ce progrès a été rendu possible grâce aux efforts du peuple congolais, du gouvernement de la RDC et de l'apport venant d'autres coins du monde pour assurer une paix durable et une meilleure gouvernance politique qui conduiront à un avenir plus sûr et plus prospère pour la RDC.

Banro est fier de participer à ces développements. Nous sommes aussi conscients de notre responsabilité de travailler avec les collectivités locales et leurs dirigeants pour faire en sorte que les bénéfices de l'exploitation minière profitent aux communautés où nous travaillons. Nous nous efforçons de contribuer au développement social et économique de la région et d'exercer nos activités en portant un accent sur l'excellence technique et sur la

responsabilité environnementale et éthique. Grâce à cette approche, nous croyons que la Société servira les intérêts de toutes les parties prenantes et assurera un développement durable dans l'avenir.

Dans le présent rapport, nous présentons les progrès de la Société dans un vaste portefeuille de responsabilités, dont la création d'emplois qualifiés et d'opportunités, la gestion de l'environnement, les relations avec les communautés locales, la construction d'infrastructures locales, la gouvernance, la transparence et plus encore.

Cependant, il y a deux domaines en particulier où des efforts considérables ont été apportés en 2015 qui seront développés plus longuement dans le présent rapport.

Le premier est la formation du personnel local. Actuellement, près de 95 % des postes sont occupés par des Congolais, dont plusieurs d'entre eux n'avaient jamais travaillé auparavant dans une exploitation minière d'or commerciale. C'est pourquoi une formation adéquate pour ces différents emplois est importante. Ces formations sont données de différentes façons; soit à l'étranger dans des pays comme l'Afrique du Sud, le Ghana et l'Inde, soit dans divers centres de formation professionnelle à l'intérieur de la RDC, soit au sein même de Banro où elles sont assurées par des formateurs internes et des experts externes. À ce jour, plusieurs de nos employés congolais ont reçu une formation professionnelle. D'autres formations sont prévues pour l'avenir.

Banro ne se limite pas seulement à la formation de ses propres employés, mais forme également la jeune génération de Congolais dans le domaine minier, de l'exploration et des affaires qui apportera une contribution importante à la reconstruction de leur pays, quelle que soit la région où ces jeunes seront engagés.

Une deuxième priorité en 2015 a été de travailler avec les communautés pour les



aider à bâtir une économie durable. Dans le présent rapport, vous découvrirez plusieurs initiatives soutenues par Banro et la Fondation Banro pour aider les coopératives locales, principalement dans l'agriculture, et des initiatives dans le domaine de la construction de routes, de la menuiserie et de la fabrication des briques. Tout ce travail s'ajoute aux activités régulières de la Fondation Banro dans le domaine de l'éducation, des soins de santé et du développement des infrastructures sociales.

Banro tient à ce que le développement durable demeure au cœur de ses initiatives. La durabilité représente un investissement dans l'avenir, la sécurité et le développement social des collectivités où la Société exerce ses activités. Le succès obtenu jusqu'à présent rend hommage aux efforts remarquables de nos employés et à la coopération et aux appuis des communautés locales et des représentants du gouvernement qui partagent notre engagement à assurer la croissance d'une exploitation responsable des mines dans l'est du Congo.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'John Clarke'.

John Clarke  
President and CEO

# BÂTIR

## UNE MAIN-D'ŒUVRE CONGOLAISE QUALIFIÉE

L'objectif est que de tous les emplois de gestion, du personnel technique, de la main-d'oeuvre qualifiée et du personnel administratif des activités de Banro en RDC soient occupés à 95 % par des citoyens congolais.



Depuis le début de l'exploration en 2004, Banro s'est efforcée de produire une main-d'oeuvre congolaise formée, compétente et qualifiée. L'objectif est que de tous les emplois de gestion, du personnel technique, de la main-d'oeuvre qualifiée et du personnel administratif des activités de Banro en RDC soient occupés à 95 % par des citoyens congolais.

En 2015, la Société a fait des avancées vers l'atteinte de son objectif. 92,1 % de toute la main-d'oeuvre employée dans ses activités en RDC étaient congolaise. Au 31 décembre 2015, la Société employait directement en RDC un total de 1473 personnes, dont 1356 étaient des citoyens congolais. Ces emplois sont principalement dans les domaines spécialisés occupés par des ingénieurs, des géologues, des métallurgistes, des spécialistes de l'environnement, des techniciens, des comptables, des spécialistes des ressources humaines, des gestionnaires et des agents de relations communautaires.

Les équipes du département de mine et développement de la mine de Twangiza sont les plus avancées dans l'embauche locale en employant 699 Congolais en 2015, ce qui représente 94,8 % de sa main-d'oeuvre. Ceci reflète une augmentation de 2 % de points par rapport à 2014.

À Namoya, 513 Congolais, représentant 88,4 % de tous les travailleurs, étaient préposés dans la construction de la mine et dans les opérations d'exploitation en 2015. Les statistiques réduites pour l'emploi des nationaux à Namoya reflètent les compétences hautement spécialisées requises dans l'optimisation de l'usine et sa mise en production commerciale. L'atteinte de cet objectif en janvier 2016 a significativement augmenté le pourcentage de ressortissants congolais employés à Namoya.

Le service d'exploration de la Société employait 54 Congolais en 2015, représentant 93,1 % de tous les employés.



**92,1%**

des 1473 des personnes employées directement dans les activités de Banro en RDC sont des citoyens Congolais

**94,8%**

des 699 postes impliqués dans les opérations et le développement de la Mine Twangiza, sont détenus par des Congolais

**93,1%**

des emplois dans les travaux d'exploration de Banro sont tenues par des Congolais



Des 98 employés dans les bureaux administratifs de Bukavu et Kinshasa, 90 étaient des citoyens congolais à la fin de 2015. Parmi les 8 ressortissants étrangers, 4 sont d'origine congolaise. En 2015 par ailleurs, la Fondation Banro employait huit Congolais et 1 ressortissant étranger d'origine congolaise.

Le contingent d'expatriés de Banro en RDC est presque entièrement africain, avec une forte représentation d'employés en provenance du Ghana, de l'Afrique du Sud et de la Tanzanie.

### EMPLOIS PAR LES SOUS-TRAITANTS

Un certain nombre de fonctions spécialisées à Banro sont fournies de façon optimale par des entreprises sous-traitantes. Les contrats d'engagement se divisent en deux grandes catégories, la première étant pour les contrats des entreprises qui fournissent des services spécialisés ou professionnels, tels que la consultation en ingénierie et les services connexes, la construction des bâtiments et de routes, des services de transport, la restauration et la gestion des camps, la sécurité sur site et ainsi de suite. Au 31 décembre 2015, 696 emplois ont été créés par les compagnies de sous-traitance,

dont 95 % d'entre eux, soit 661 emplois, ont été comblés par des Congolais.

La Société a également accordé des contrats à des entreprises sous-traitantes appartenant à des hommes d'affaires locaux. Ces entreprises ont joué un rôle important dans la construction des mines de Namoya et de Twangiza. Les effectifs ont cependant diminué en 2015. En date du 31 décembre 2015, 674 Congolais ont été employés par les entreprises sous-traitantes sur les sites de Banro. Bon nombre de ces travailleurs sont des anciens creuseurs artisanaux. Avec la conclusion de la phase de construction sur chaque site, notre objectif a été de repositionner ces ouvriers congolais dans d'autres activités de subsistance, par le biais de la formation en micro-entreprises fondées principalement sur l'agriculture et en rendant disponibles des gisements de minerais qui conviennent à l'exploitation minière artisanale. Ces options d'emploi sont examinées dans la section du présent rapport portant sur la section « Collaboration avec les communautés ».

### LA CROISSANCE DE L'EMPLOI CHEZ BANRO DANS LE FUTUR

Banro étant le plus grand employeur du secteur privé dans le Sud Kivu et le Maniema s'attend à jouer un rôle important comme créateur d'emploi dans la région pour des décennies à venir. Le plan stratégique de la Société comprend la construction et l'exploitation de nouvelles mines à Lugushwa et Kamituga, ainsi que les futures expansions des mines de Namoya et de Twangiza. Nous prévoyons également une accélération dans l'avenir de nos activités d'exploration qui pourraient conduire à la découverte de nouveaux gisements et à la construction d'autres exploitations minières.

**95,03%**

**des 696 emplois professionnels ou spécialisés créés par les entreprises sous-traitantes sont occupés par des Congolais.**

# LE DEVANT DE LA SCÈNE ÉTAIT OCCUPÉ PAR **LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE**



La formation et le perfectionnement de notre personnel congolais sont devenus des priorités pour la Société à mesure que les activités de Banro se sont accrues. La politique de la Société en matière de formation et de perfectionnement vise à encourager et à aider les employés à atteindre leur potentiel optimal, tout en rapprochant le développement personnel avec les objectifs opérationnels à court et à long terme.



Aujourd'hui, la formation du personnel s'effectue généralement dans la Société et dans les centres de formation d'autres entreprises basées en Afrique du Sud, au Ghana, en Inde et aux États-Unis. D'autres formations se font en ligne avec des universités internationales à travers des programmes d'études supérieures. Un nombre important des agents congolais travaillant dans l'exploration et l'exploitation minière à Twangiza ont déjà bénéficié des programmes de formation et de perfectionnement. Ces initiatives se matérialiseront bientôt à la nouvelle mine de Namoya.

En 2015, par exemple, 27 employés de Banro ont assisté pendant dix semaines à des

formations opérationnelles avancées en Afrique du Sud alors que d'autres employés ont fait un apprentissage de métiers techniques et suivi des programmes connexes dans le même pays. Sept membres du personnel ont pris part à une formation avancée en exploration et gestion des ressources minérales et d'ingénierie minière au Ghana, tandis que trois membres du département de la technologie de l'information ont participé à des programmes en Inde et aux États-Unis.

Entre-temps, une formation approfondie était effectuée en 2015 en RDC - tant à l'interne, à travers les formations, les consultants externes, que dans des centres de perfectionnement et de formation à Kinshasa, Bukavu et Lubumbashi. Les possibilités de formation couvrent les exigences techniques pour toutes les catégories d'emploi dans l'exploitation minière et l'exploration et comprennent également les possibilités de développement en gestion, des ateliers sur le renforcement de l'esprit d'équipe et autres domaines connexes.

Un des principaux objectifs est de créer un cadre d'employés compétents congolais qui pourront assumer la gestion, la supervision et les responsabilités techniques afin de remplacer les expatriés. Pour appuyer cet effort, les employés expatriés ont conçu des programmes pour transférer des compétences à leurs collègues congolais. Ces programmes se sont avérés très utiles alors que la Société diminue le nombre de ses expatriés au profit de citoyens congolais.

## SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

L'objectif de Banro est de créer pour ses employés et sous-traitants un environnement de travail sécuritaire exempt des risques incontrôlés. La réalisation de cet objectif comporte plusieurs étapes, en commençant par l'identification des risques potentiels pour la santé et la sécurité des employés, les entrepreneurs et le public; L'élimination de ces risques ou leur contrôle pour les conserver à des niveaux aussi faibles que raisonnablement possible; et de

fournir une formation approfondie en matière de sécurité à tous les employés et entrepreneurs.

Pour soutenir ces actions, la direction fait des efforts considérables pour élaborer et en mettre en œuvre une politique de santé et sécurité au travail efficace soutenue par des programmes et des procédures. Tous les employés, entrepreneurs, fournisseurs, intervenants et visiteurs sont systématiquement soumis à une formation de sensibilisation à la sécurité au travail. Cette formation consiste en une brève initiation pour les visiteurs, les fournisseurs et les parties prenantes et en un programme de formation intense pour les employés de Banro et les sous-traitants réguliers. Une formation supplémentaire est donnée aux employés lorsqu'ils sont affectés à un service spécifique.

**En 2015, Twangiza a fonctionné pendant 5 331 456 d'heures sans perte de temps résultant des blessures. Namoya avaient comptabilisé 3,6 millions d'heures de travail avec 1 accident.**

Un programme de sensibilisation en cinq points a été mis en œuvre à la mine de Twangiza pour faire prendre conscience aux employés des risques et dangers potentiels qui les entourent. Des procédures de travail sécuritaires ont été développées dans chaque secteur de la mine, et un programme de formation de progression basé sur les compétences a aussi été créé. Une analyse des risques professionnels, dans le but d'éliminer ou du moins de contrôler les risques, a été réalisée en 2013 pour tous les emplois qui ne présentaient pas déjà une procédure de travail sécurisante. Un accent particulier a été également mis sur les inspections de sécurité des sites et sur les enquêtes minutieuses de tous les incidents et accidents qui doivent avoir lieu, afin d'aider à développer de meilleurs comportements à l'égard de la sécurité et de réduire davantage les risques d'incidents.



À la fin de décembre 2015, la mine de Twangiza avait comptabilisé 10,3 millions d'heures sans accidents avec arrêt de travail pour la période allant de 2014 à 2015. De plus en 2015, l'usine a fonctionné pendant 5 331 456 d'heures sans perte de temps résultant des blessures, parvenant ainsi à un taux de fréquence de 0,00.

Globalement, la même approche envers la santé et la sécurité au travail a aussi été adoptée à la mine Namoya, où le système de gestion de la sécurité basé sur la norme OHSAS 18001 est en cours de mise en œuvre. À la fin de décembre 2015, les opérations minières à Namoya avaient comptabilisé 3,6 millions d'heures de travail avec 1 accident équivalent à une fréquence de 0,06 sans perte de temps due aux blessures.



Les lauréats du programme communautaire d'apprentissage avec leurs diplômes en mains

# COLLABORATION AVEC LES COMMUNAUTÉS

Banro s'efforce d'établir des relations qui garantissent le respect des droits et des intérêts de toutes les parties prenantes ainsi que la répartition des avantages découlant de la mise en valeur des mines.

Les projets miniers, même s'ils peuvent créer des perturbations, contribuent au bien-être économique local. Dans ses interactions avec les communautés, Banro s'efforce d'établir des relations qui garantissent le respect des droits et des intérêts de toutes les parties prenantes ainsi que la répartition des avantages découlant de la mise en valeur des mines. Cet engagement comporte plusieurs volets, y compris les consultations formelles incessantes avec les représentants de la communauté, l'élargissement des opportunités d'emploi et possibilités d'affaires et le soutien à long terme pour le développement économique et social.

## LA CONSULTATION AVEC LES COMMUNAUTÉS

Des séances de consultation avec les communautés dans les quatre projets de Banro ont précédé le début des activités d'exploration de la Société en novembre 2004. Après 2004, ces structures consultatives ont évolué de manière importante. Actuellement, les structures

consultatives formalisées et les plus avancées sont celles qui existent entre Banro et les communautés de deux sites miniers de Twangiza et Namoya. Dans chaque cas, l'évolution des structures de consultation reflète les différentes étapes de développement de la mine, allant de l'exploration jusqu'à l'exploitation en passant par la construction. Sous-jacents sont aussi les processus de négociation qui se conforment à la législation de la RDC et qui répondent aux critères de performance de la Société financière internationale (SFI) sur la durabilité sociale et environnementale.

Sur les deux sites d'exploitation minière, un défi majeur pour les dirigeants des communautés et la direction de Banro étaient de trouver un cadre pratique qui établit un équilibre entre les aspirations et attentes des différents groupes d'intérêt au sein de la communauté.

Cette évolution et les résultats de ces structures consultatives sont discutés dans les précédents rapports sur le développement durable de la Société.





Il n'y a pas eu d'évolution sensible dans le cadre des consultations en 2015.

De plus, la Société a établi des protocoles d'accord avec les communautés de Twangiza et Namoya et qui sont également évoqués dans les précédents rapports sur le développement durable de la Société. Chaque protocole d'accord énonce les aspirations des communautés par rapport aux projets destinés à améliorer l'éducation, la santé, les infrastructures, le développement économique durable et les perspectives d'emploi. Le Protocole d'Accord décrit aussi les détails sur l'engagement de Banro à fournir les ressources nécessaires et de fonds pour entreprendre ces projets. Les progrès réalisés dans le cadre des Protocoles d'Accord sont examinés dans la section ci-après dans cette section du rapport.

### LA CRÉATION D'EMPLOIS LOCAUX CHEZ BANRO

Il est évident que la capacité de la Société à créer des emplois locaux suscite un intérêt particulier chez les personnes qui vivent à proximité des sites et projets de Banro. Chaque fois que cela est possible, Banro embauche des travailleurs des localités où elle exerce ses activités. Sur le site de Twangiza, les ressortissants des communautés près de Luhwindja représentent 36 % du nombre total des Congolais directement employés par la Société ou par des sous-traitants. Les entreprises sous-traitantes emploient des Congolais à 100 %. Un certain nombre de ressortissants de Luhwindja travaillent également sur les autres sites de Banro.

À Namoya, 27 % de l'ensemble des Congolais directement recrutés ou travaillant pour des sous-traitants à la mine en 2015 se composait de personnes provenant de communautés près de Namoya et de Salamabila. Durant la même année, la direction de Namoya a recruté 13 meilleurs candidats provenant de l'école secondaire technique de Kindu, le Chef-Lieu de la province du Maniema sur

base des meilleurs résultats de l'examen d'état, dans le but d'accroître le nombre d'employés autochtones formés et qualifiés provenant de la province du Maniema où la mine de Namoya est située. Ces jeunes sont maintenant inscrits dans un programme de formation professionnelle de deux ans sur la mine.

**En 2015, 19 candidats issus de communautés situées à proximité de la mine Twangiza ont complété les six mois de programme d'apprentissage et ont reçu des certificats octroyés par le directeur-général de la mine Twangiza et l'inspecteur provincial du travail.**

### PROGRAMME D'APPRENTISSAGE COMMUNAUTAIRE

Le programme d'apprentissage communautaire de Banro, mis sur pied en 2014, est une composante essentielle de sa stratégie de responsabilité sociale. Il offre une formation structurée et globale, primaire, secondaire et supérieure, à des jeunes sans-emploi en provenance de communautés situées à proximité des sites d'activité de Banro. La formation est conçue pour doter les jeunes de connaissances, de compétences et d'une expérience du domaine minier dans le but d'améliorer leur chance d'obtenir un emploi au sein de Banro, sinon auprès d'autres employeurs. Lorsque des possibilités d'emploi à la Société se présenteront, les brevetés du programme seront les premiers à pouvoir postuler et leur offre de service sera favorablement considérée. Les brevetés pourront également profiter de recommandations pour des postes offerts par d'autres employeurs.

En plus de doter les jeunes de la communauté de compétences

professionnelles et de créer un bassin de talents d'artisans qualifiés, de techniciens et d'employés administratifs, le programme vise également à inculquer aux candidats potentiels des valeurs d'une bonne éthique commerciales, tout en développant le capital humain des communautés locales.

En 2015, 19 candidats issus de communautés situées à proximité de la mine Twangiza ont complété les six mois de programme d'apprentissage et ont reçu des certificats octroyés par le directeur-général de la mine Twangiza et l'inspecteur provincial du travail. 12 jeunes qui faisaient partie de la première équipe provenant des environs de Namoya ont également complété le programme. La gamme des possibilités d'apprentissage comprend des formations en menuiserie, en maçonnerie, comme assistants de laboratoire, comme conducteurs de poids lourds, en entretien de charrois et d'usines.

### ENTENTE SUR L'EMPLOI COMMUNAUTAIRE LOCAL

Conjointement avec le programme d'apprentissage communautaire, la Société a établi en 2014 un protocole d'accord sur l'emploi communautaire pour aborder localement la question de recrutement des travailleurs qualifiés et non qualifiés. Là où la main-d'œuvre qualifiée est nécessaire, la Société engagera ceux qui ont la qualification et l'expérience requises. Là où il y a un besoin d'employés pour des postes non qualifiés, Banro prendra tous les moyens pour employer uniquement des autochtones qui répondent aux critères internes d'évaluation. La Société fera également tout ce qui est possible pour distribuer équitablement les postes entre les différents villages et localités dans une communauté. Cette politique permettra d'assurer qu'au moins 35 % de la main-d'œuvre congolaise provient des communautés environnantes, avec pour objectif d'augmenter celle-ci à 50 % dans les 10 premières années du début de la production d'or sur chacun de ses sites.

## FAVORISER LES MODES DE VIE ALTERNATIFS ET DURABLES

Aider les communautés locales à devenir économiquement autonomes représente une priorité à long terme pour Banro et la Fondation Banro. Leurs efforts se concentrent principalement sur l'agriculture, qui est le principal moyen de subsistance pour la population locale. D'autres programmes ont permis d'appuyer l'alphabétisation et la formation en mathématiques, la formation sur les compétences, y compris la mécanique automobile, la menuiserie, la maçonnerie, la gestion de petites entreprises et la création de coopératives non agricoles. Ces programmes sont discutés plus en détail dans les rapports sur le développement durable de 2013, 2014 et 2015.

La mine de Twangiza supporte actuellement trois coopératives agropastorales, deux coopératives de construction routière et un atelier de menuiserie.

La coopérative agricole de Cinjira, composée de 106 membres, travaille en partenariat avec ATS, le traiteur de la Société, et fournit à la mine des pommes de terre dont la quantité accroit chaque année. La coopérative des éleveurs de Luhwindja, qui compte 27 emplois permanents, agit comme intermédiaire pour les fermiers locaux de bovins et de caprins qui désirent vendre leur produit à Twangiza Mining par l'entremise d'ATS. Cette coopérative en croissance rapide a généré près de 200 000 \$ de revenus en 2015. La coopérative agricole de Lubanda exploite trois fermes qui produisent une variété de légumes, dont des choux, des amarantes, des oignons, des carottes, des tomates, etc. La coopérative, qui emploie aussi 27 membres de la communauté, vend



**La coopérative agricole de Lubanda exploite trois fermes qui produisent une grande variété de légumes, dont des choux, des amarantes, des oignons, des carottes, des tomates, etc.**



L'équipe de Relations Communautaire de Twangiza en rencontre avec la communauté

aussi à ATS ses produits qui serviront à nourrir les employés de la mine.

L'association communautaire ASSODEC, une coopérative qui emploie 52 membres de la communauté de Cinjira, focalise sur l'entretien des routes et le développement de Cinjira. En 2015, la coopérative a reçu de la mine environ 87 000 \$US en fonds d'exploitation. L'Association de développement UTRALU, créée en 2015, est active dans la construction de routes reliant les trois communautés agricoles dans Luhwindja afin d'accroître les échanges économiques et d'améliorer la sécurité. Elle emploie 152 membres de la communauté. L'association a reçu de la mine du matériel et environ 240 000 \$US en fonds d'exploitation.

L'atelier de menuiserie UMOJA, situé dans la chefferie voisine de Burhinyi, emploie 16 personnes. Il produit des meubles de bonne

qualité y compris des portes, des fenêtres, des tables et des lits destinés à la vente.

La région de Namoya jouit d'une abondance de terres aplaties à des altitudes plus basses qu'à Twangiza, ainsi que de précipitations annuelles moyennes bien supérieures à la moyenne de Twangiza, rendant le milieu idéal pour l'agriculture. En 2013, Banro a lancé la COADRCCA qui regroupe 120 anciens creuseurs artisanaux et 100 membres supplémentaires de la collectivité autour d'une coopérative agricole. Cette coopérative produit du riz et du maïs à une échelle commerciale. En 2015, la Fondation Banro a fourni de l'expertise agricole, des semences et l'utilisation de deux tracteurs pour labourer. Il est prévu d'accroître les superficies cultivées à la ferme CODEKA en 2016 et d'introduire de nouvelles cultures, comme les haricots.

Une expertise agricole et d'autres formes d'assistance ont également été fournies à une initiative agricole dans la cité relocalisée de Mulanda pour produire du maïs, du riz, des arachides et d'autres cultures destinés à la vente locale et à ATS.

Entre-temps, le projet agricole Fundi, qui a été lancé par la Fondation Banro en 2014 sur un site à 21 kilomètres de la mine de Namoya, a réussi à mettre en production 250 hectares de maïs et de manioc. (Voir la section Fondation Banro pour plus de détails.)

Malgré tout, la Société reconnaît qu'avec l'augmentation de la production à la mine d'or de Namoya plus d'efforts devront être faits pour promouvoir l'autosuffisance économique dans les communautés locales.





En 2015, la mine a accueilli des représentants de l'Institut National de Formation Professionnelle (INFP) pour donner un séminaire de trois jours sur la formation en gestion d'entreprises à 60 futurs hommes d'affaires locaux. En 2015, la direction de Namoya a également soutenu l'installation d'une nouvelle entreprise qui attribue des contrats aux dirigeants locaux pour des travaux autour du camp comme le lavage de la flotte de véhicules. Une initiative en cours de discussion avec le gouvernement provincial porte sur un parrainage conjoint d'une coopérative locale pour l'entretien des 30 premiers kilomètres de routes reliant Namoya avec Kindu, le Chef-Lieu de la province. Ces travaux pourront éventuellement s'étendre sur tous les 260 kilomètres de routes. Des plans sont également en cours pour accroître considérablement le marché local d'une coopérative de fabrication de briques qui emploie environ 50 personnes. Les briques produites sont principalement vendues au projet minier et à la Fondation Banro.

**ATS a localement acheté des produits agricoles et du bétail pour une valeur de 1,8 million \$US, y compris des tomates, pommes de terre, choux, pastèques, carottes, aubergines et poivrons ainsi que du porc, des poissons, des chèvres et d'autres sources de protéines.**

Le sous-traitant pour la restauration et la gestion de l'hébergement sur les sites de Banro est requis en vertu de son contrat de se procurer à la source des produits alimentaires de base, notamment des légumes et du petit bétail auprès des producteurs locaux. Cela a abouti à une proportion croissante des produits

alimentaires consommés par le personnel de Banro et qui est acheté auprès des agriculteurs à Twangiza, Namoya et des environs de Bukavu. En 2015, le traiteur de la Société, ATS, a localement acheté des produits agricoles et du bétail pour une valeur de 1,8 million \$US, y compris des tomates, pommes de terre, choux, pastèques, carottes, aubergines et poivrons ainsi que du porc, des poissons, des chèvres et d'autres sources de protéines. Ce montant est à comparer à 1,2 million \$US de produits agricoles achetés en 2014 et à 897 000 \$US de produits achetés en 2013.

L'exigence d'acheter localement est renforcée avec les ateliers de formation et de perfectionnement pour les fournisseurs locaux afin de les aider à répondre aux normes d'hygiène, de la santé, la sécurité alimentaire et environnementale. En tout, 209 individus ou entreprises locales ont déjà bénéficié de ces programmes. En 2015, ATS a offert une formation sur les méthodes d'accroissement de la production alimentaire. Aux termes de son contrat avec Banro, ATS doit engager localement; il employait 188 personnes issues des communautés locales en 2015. S'ajoutent à cela, les jeunes qui ont été employés dans le cadre d'un programme spécial sur les sites de Namoya et Twangiza.

L'encouragement à l'agriculture locale par Banro et son contractant-traiteur devrait s'accroître considérablement au cours des prochaines années.

Les chefs d'entreprises locaux et la direction de Banro sont résolus à voir les entreprises communautaires procurer à la Société un volume croissant de biens et services. À cette fin, Twangiza Mining a organisé une journée des fournisseurs en 2014 pour les hommes d'affaires locaux, ce qui a conduit à une augmentation de la proportion de biens et services fournis par les entreprises locales. En 2015, la valeur totale des biens et services locaux vendus à Twangiza a été de 23,3 millions \$US.

## APPROVISIONNEMENT LOCAL ET AFRICAIN

Généralement, Banro se ravitaille en matériel et équipement sur le continent africain, avec l'Afrique du Sud comme source principale des articles industriels et des services de conseils techniques dans les mines. Le Kenya, qui est la principale porte d'entrée pour les marchandises en provenance de l'Afrique du Sud via le port de Mombasa, joue également un rôle de plus en plus important comme fournisseur, ainsi que l'Ouganda, qui possède des manufacturiers fiables pour les marchandises industrielles légères incluant la tuyauterie, les moteurs de pompage, les clôtures métalliques et autres fournitures et services. Le centre minier de Mwanza en Tanzanie reste également une source importante en équipements miniers. En 2015, Banro s'est procuré des biens et services en Afrique totalisant un montant de 27 846 000 \$US.

L'entreprise s'est également engagée à accroître les acquisitions de biens et services auprès des fournisseurs locaux congolais. La direction travaille avec les hommes d'affaires locaux pour les accompagner dans la création d'entreprises capables de vendre des biens et des

services sur une base compétitive. Banro est membre de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) avec comme but de développer le nombre des éventuels fournisseurs locaux, surtout au niveau provincial.

### **En 2015, la Société a déboursé 102 201 000 \$US pour des biens, services et salaires en RDC.**

En 2015, la Société a déboursé 102 201 000 \$US pour des biens, services et salaires en RDC. Essentiellement, ce sont des achats qui incluaient les dépenses sur les denrées alimentaires, les services et matériels de construction, les services bancaires, les logements, les services de transport et uniformes, ainsi que les rémunérations et salaires.

Cependant, l'absence d'une base industrielle locale constitue jusque-là un grand défi pour augmenter le chiffre d'affaires en matériel et services dont la Société se procure en RDC. Il sera donc nécessaire d'aider les fournisseurs locaux à améliorer leurs capacités au fur et à mesure que Banro continue à renforcer ses activités en RDC.

## LA « MAIN DE COMPASSION » ET L'AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES

De nombreuses contributions au développement social local se produisent de plusieurs manières parfois sans être officialisées. Par exemple, en 2015, la direction de Twangiza Mining a entrepris d'importants travaux de construction et de réparation des routes communautaires, incluant une route de 13 kilomètres reliant

un hôpital local, les écoles avec les communautés agricoles autour de Luhwindja. Des améliorations ont également été apportées dans les points de distribution d'eau potable et des travaux de construction de deux terrains de football dans la contrée.

En 2015, la mine Namoya a travaillé de concert avec le Programme national de lutte contre le VIH/Sida. Ce projet visait à former les assistants sociaux, les techniciens de laboratoire, les médecins, les infirmiers et infirmières de Salamabila et ceux de la



Un évènement communautaire organisé par la main de compassion en faveur des familles nécessiteuses

clinique médicale de la Société sur la prévention et le traitement du VIH/SIDA dans la communauté locale et parmi les agents de la mine. Le programme offre des services de conseil et de dépistage volontaire pour le diagnostic précoce, la distribution gratuite de préservatifs et antirétroviraux et d'autres services d'assistance médicale pour les employés et la population vivant près de la mine de Namoya.

Chaque année, le département de l'exploration qui est opérationnel dans les quatre projets de Banro entreprend également des initiatives au profit des communautés locales. En 2015, l'équipe de Lugushwa a réhabilité 30 kilomètres de routes communautaires et 7 ponts. Elle a aussi offert six mois de cours d'alphabétisation à 22 femmes dans la communauté. Notre personnel de Kamituga a réhabilité 8 kilomètres de route et assisté les pisciculteurs locaux avec l'introduction d'une espèce de poisson Tilapia qui est mieux adaptée aux conditions locales et aux goûts du marché. Sur les sites de l'exploration de Twangiza, 13 étudiants ont reçu une formation dans des disciplines comme la géologie, la logistique, la santé, la

sécurité et la cuisine. Des vêtements et un don en nourritures totalisant 1000 \$US ont été offerts par l'équipe de l'exploration de Twangiza à un hôpital local.

Les employés de Banro, à travers des initiatives personnelles, ont également réalisé un nombre important des contributions au développement local et social en 2015. Les travailleurs de la Société de la mine de Twangiza dans la province du Sud-Kivu, se sont regroupés pour créer la «Main de Compassion», ayant pour vocation d'aider les pauvres et les défavorisés vivant dans leur voisinage. La Main de Compassion a déjà assisté près de 100 familles démunies dans la communauté, fourni des vêtements aux élèves des écoles primaires et organisé un tournoi de football communautaire pour lever des fonds afin d'acheter du bétail pour un orphelinat local. Les employés de Banro à Namoya ont lancé aussi leur Main de Compassion à la fin de 2015.

## L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE

Une grande partie de l'exploitation minière que connaît l'est de la RDC est à petite échelle et est faite par des personnes issues de communautés locales et de migrants. La question de l'exploitation minière artisanale est litigieuse dans de nombreux pays en développement, y compris en RDC. Même si l'extraction artisanale fournit un revenu de survie à plusieurs habitants de l'est de la RDC, elle reste déstabilisatrice sur l'environnement, est parfois violente, et s'appuie habituellement sur une main-d'œuvre composée en partie d'enfants et de femmes. Les creuseurs artisanaux sont fréquemment exploités par des intermédiaires douteux, incluant des groupes armés. Certaines mines où s'effectue l'extraction artisanale sont à la source des minerais de conflit.

## Twangiza

Au début de la construction de la mine, Banro a dû relocaliser environ 1300 creuseurs artisanaux de la Carrière Sud de Twangiza. Le processus consultatif adopté en 2010 et les programmes visant à fournir un travail alternatif et des programmes éducatifs aux anciens artisanaux sont discutés dans des rapports précédents de Banro sur le développement durable.

Plusieurs creuseurs artisanaux expriment leur préférence de continuer à œuvrer dans le secteur minier plutôt qu'envisager d'autres possibilités. En 2014, Banro a mis à la disposition des creuseurs artisanaux qui occupaient illégalement le site de Twangiza deux concessions aurifères et une concession stanifère qui sont mieux adaptées à l'exploitation artisanale et bien éloignées des opérations industrielles de Banro. En 2015, la Société a entamé un deuxième cycle de consultations auprès d'environ 1600 creuseurs artisanaux opérant dans la Carrière Nord, dans le but de les déménager sur un site minier alternatif.

**À Twangiza, des progrès considérables ont été réalisés en 2015 en matière juridique pour permettre aux creuseurs artisanaux locaux d'exercer leurs activités dans le cadre légal de la RDC.**

Le défi majeur d'une telle réaffectation est lié aux exigences juridiques d'une exploitation minière industrielle et à petite échelle exercées sous le même permis d'exploitation minière. Des progrès considérables ont été réalisés pour permettre aux creuseurs artisanaux locaux d'exercer leurs activités dans le cadre légal



de la RDC. Cette réaffectation vise à se conformer aux exigences internationales de traçabilité des minerais et aux pratiques acceptables en matière de sécurité et d'environnement.

En allant de l'avant avec son projet de réaffectation, la Société a dû travailler en étroite collaboration avec les principaux acteurs internationaux, notamment l'USAID, qui appuient le gouvernement de la RDC dans son programme de transformation de l'exploitation artisanale, qui a actuellement des pratiques environnementales destructrices, en des exploitations semi-industrielles durables.

## Namoya

En 2013, Banro et des mandataires du gouvernement provincial et fonctionnaires de la Division Nationale des Mines, ont achevé les négociations avec les représentants des 1172 creuseurs artisanaux illégaux opérant sur la concession de Banro à Namoya, pour une entente avec les creuseurs afin qu'ils s'orientent vers des activités durables. Le gouvernement provincial a mis le gisement d'or de Matete à la disposition de creuseurs organisés au

sein de la coopérative COMICA, laquelle est composée de creuseurs qui ont été déplacés de la mine de Namoya située à 25 kilomètres du site. Ce site pourra accueillir ceux qui souhaitent continuer avec l'activité minière artisanale.

Le gisement de Matete a été reconnu comme étant exempt de minerais de conflits et d'indicateurs de violation des droits de l'homme, de groupes armés et d'enfants mineurs par une commission composée de représentants du Ministère provincial des Mines et d'organisations internationales vouées entre autres à une meilleure gouvernance des industries extractives. Ces dernières comprennent l'Organisation internationale sur les Migrations (OIM) et l'Unité de Stabilisation de la MONUSCO (JIMAC) qui font partie de la mission de Nations Unies en RDC. Par la suite, le gouvernement provincial du Maniema a officialisé le site comme zone d'exploitation minière artisanale.

### **La coopérative sera en mesure d'exploiter et d'exporter de l'or en toute légalité selon les exigences de traçabilité des minerais et d'exportation dans un cadre conçu par Tetra Tech.**

Le site a été attribué à la coopérative minière artisanale COMICA. L'activité minière a débuté lorsque certaines exigences ont été remplies, dont le renforcement des capacités de gestion de COMICA par une formation adéquate et la conception d'un système de traçabilité des minerais exploités à Matete et la construction d'un centre de négoce pour l'or par SAESSCAM, l'agence de la RDC qui supervise les mines à petite échelle. Ces activités s'exercent par l'entremise de Tetra Tech, un consultant de l'USAID,

affecté pour fournir aux creuseurs artisanaux les apports techniques spécialisés requis.

La coopérative sera en mesure d'exploiter et d'exporter de l'or en toute légalité selon les exigences de traçabilité des minerais et d'exportation dans un cadre conçu par Tetra Tech. Les activités d'extraction et de l'exportation seront sous la surveillance permanente de la commission comprenant le Ministère provincial des mines et les parties internationales impliquées dans le suivi de la gouvernance des industries extractives. Quant à Banro, il apporte son soutien en fournissant des conseils techniques, une analyse géologique et un cadre de planification minière pour le projet de Matete, ainsi que le financement pour l'acquisition de l'équipement de démarrage requis.

Il y a actuellement 860 creuseurs artisanaux travaillant à Matete, bien que tous ne soient pas initialement venus de Namoya. Toutefois, certains problèmes, tels que le taux de taxation à percevoir sur les activités artisanales à Matete, doivent encore être résolus avant que le projet puisse être considéré comme un succès.

Les creuseurs artisanaux ne sont pas tous nécessairement intéressés à rester dans le secteur minier informel. Les moyens conçus pour ces anciens artisans de poursuivre un mode de subsistance différent sont exposés dans les précédents rapports sur le développement durable de Banro et ailleurs dans le présent rapport.

### **PARTENARIAT ENTRE BANRO ET L'USAID**

Le projet de réaffectation des creuseurs par Banro à Matete et les projets imminents à Twangiza sont considérés comme des projets pilotes pour l'industrie aurifère en RDC. En décembre 2013, l'Agence des

États-Unis pour le développement international (USAID) a annoncé un partenariat de 4 millions \$US en signant un protocole d'accord avec Banro pour aider à formaliser légalement l'extraction artisanale de l'or dans les sites miniers de Banro réputés sans conflit. Au cours des années 2014 et 2015, ce partenariat a conduit à d'importantes recherches sur la question et à la planification pour le projet d'exploitation minière artisanale de Matete. Le projet agricole près de Fundi, à proximité de Namoya, qui impliquera les mineurs artisanaux et la communauté en général, fait également partie de l'entente.

Un nouveau protocole d'accord entre les deux entités, Banro et USAID et une autre entreprise minière privée basée à l'est de la RDC, est actuellement en phase de rédaction et aura une portée plus large sur l'exploitation minière artisanale, la création des modes de vies alternatives durables, la gouvernance et la capacité locale. Il comprendra également un engagement d'investissement par les partenaires signataires.

Banro participe également aux activités des organismes internationaux travaillant dans le domaine de l'exploitation minière responsable. En 2015, la Société a présenté ses programmes, pour réorienter l'exploitation minière artisanale dans des filières plus responsables, à la conférence de l'OCDE à Paris en mai, et à l'Université d'Anvers en juin lors d'une conférence sur les études en matière de développement.

### RÉINSTALLATION VOLONTAIRE DES MÉNAGES

La réinstallation des ménages situés à proximité des périmètres miniers représente un défi social et sensible pour les Sociétés minières à travers le monde. L'histoire, le processus de recherche démographique, les



Le capitaine de l'équipe gagnante brandit le trophée après un tournoi de football communautaire organisé par les employés de Banro

ententes communautaires et la compensation associée à la réinstallation volontaire dans les deux sites miniers de Banro sont discutés dans les rapports sur le développement durable de 2012 à 2015. Le processus formel est conçu pour se conformer à la législation de la RDC et aux lignes directrices internationales en matière de pratiques exemplaires comme en témoignent les règles et normes du Groupe de la Banque mondiale, en particulier celles qui ont été élaborées pour le secteur privé par son agence, la Société financière internationale (SFI).

La réinstallation à Twangiza a eu lieu entre 2010 et 2012 et concernait le déménagement de 243 ménages sur le site de la nouvelle communauté de Cinjira. La réinstallation volontaire de 201 ménages du périmètre de la mine de Namoya vers le nouveau village de Mulanda a eu lieu en 2013. Elle est discutée dans le rapport de durabilité 2014 de Banro. Aucune réinstallation n'a eu lieu en 2015.

# GESTION ENVIRONNEMENTALE

---

En plus de se conformer à la réglementation de la RDC, Banro s'est engagée à observer les normes internationales de conformité environnementale édictées dans les Principes de l'Équateur.



En RDC, Banro est soumis à toute une série de règles nationales en matière de gestion de l'environnement. Ces règles sont énoncées dans le code minier de la RDC de 2002 et dans les règlements connexes, qui sont appliqués par le ministère des Mines.

En plus de respecter les règles de la RDC, Banro doit observer les normes internationales de conformité environnementale édictées dans les Principes de l'Équateur II (PE II), le principal cadre mondial de gestion des risques environnementaux et sociaux dans l'industrie minière. Les PE ont été préparés et sont utilisés aujourd'hui par les institutions financières qui participent au financement par emprunt de projets internationaux et sont basés sur les normes de performance de la Société financière internationale (SFI) en matière de durabilité environnementale et sociale et sur les directives environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la

Banque mondiale. En plus de refléter les bonnes pratiques de gestion du point de vue de l'environnement ainsi que de la santé et de la sécurité au travail, ces normes combinées traitent de questions liées à la responsabilité sociale, comme la main-d'œuvre et les conditions de travail, la santé communautaire, la sûreté et la sécurité, l'acquisition de terrains et la réinstallation volontaire.

Depuis le début de ses activités sur chacun des sites d'exploration de la Société, Banro a présenté des rapports environnementaux annuels pour chaque projet à la direction de la protection de l'environnement minier du ministère des Mines. En 2006, la Société a aussi soumis au ministère les plans d'adaptation environnementale de toutes ses concessions minières (Twangiza, Kamituga, Lugushwa, Namoya). Ces plans ont été mis à jour en avril 2011 conformément à la réglementation. Ainsi, lorsque la construction a commencé à

Twangiza, la Société possédait une connaissance approfondie de l'environnement dans la région. Celle-ci s'est grandement améliorée avec l'élaboration par la firme de consultants SRK (SA) d'un rapport d'impact environnemental provisoire, d'un rapport d'impact socioéconomique et d'un plan de gestion environnementale provisoire connexe, comme l'exigent la loi congolaise et les normes internationales. Le rapport d'impact environnemental a été inclus dans l'étude de faisabilité mise à jour de la Société, qui a été publiée sur [www.sedar.com](http://www.sedar.com) le 17 juillet 2009.

Toutefois, en août 2009, la Société a décidé de construire une usine de phase 1 de taille plus modeste plutôt que l'usine de grande envergure à laquelle la Société avait d'abord songé pour Twangiza. Il a alors fallu s'affairer à réviser l'évaluation de l'impact environnemental et social (EIES) et le plan de gestion écologique et sociale (PGES) à la lueur des paramètres du nouveau projet. L'EIES et le PGES révisés ont été complétés en 2013 par la firme SLR Consulting Ltd. Ils sont maintenant intégrés dans un plan d'adaptation environnementale révisé pour former l'EIES qui devrait être présentée à la direction pour la protection de l'environnement minier d'ici mars 2014.

La mine de Namoya est une exploitation à ciel ouvert, utilisant un procédé de lixiviation au carbone en combinaison avec un procédé de lixiviation en tas. L'équipe de développement minier de Namoya reproduit le processus qu'elle avait utilisé à Twangiza. En 2013, la firme SLR Consulting Ltd a terminé le rapport annuel sur les impacts environnementaux et sociaux de la mine Namoya. Ce rapport a été présenté par Banro à la direction pour la protection de l'environnement minier du ministère des Mines.



### CONSULTATION COMMUNAUTAIRE SUR L'ÉLABORATION DE L'EIES ET DU PGES À TWANGIZA ET À NAMOYA

Dans le cadre de l'élaboration de l'EIES et du PGES pour le projet de Twangiza, une consultation communautaire d'envergure sur des questions environnementales et sociales a été réalisée par le truchement de forums communautaires et de groupes de travail établis, ce qui a permis de mener à bon port le plan d'action de réinstallation, le plan d'engagement communautaire et le plan de développement communautaire de la mine de Twangiza. Ce travail a été effectué en consultation avec SRK (SA) et, ultérieurement, avec la firme SLR Consulting. La consultation communautaire est une partie vitale de la culture d'entreprise de la mine de Twangiza et toutes les répercussions environnementales et sociales continuent de faire l'objet de discussions avec la communauté. Ces discussions ont été essentielles pour l'établissement des mesures d'atténuation incluses au PGES.

Une approche similaire est entreprise à Namoya. En 2008, SRK (SA) a procédé à de vastes études et consultations communautaires à Namoya. Ces études ont été mises à jour en 2011 par la firme SLR Consulting et constituent l'assise de l'EIES et du plan d'action de réinstallation de Namoya.

### CONCEPTION DES INSTALLATIONS DE L'USINE DE TWANGIZA ET NAMOYA ET L'INSTALLATION DE GESTION DES RÉSIDUS

La mine de Twangiza a été construite pour répondre aux exigences internationales en matière de gestion de l'environnement. Tout particulièrement, l'installation de lixiviation au carbone est conforme aux normes de l'Institut international de gestion du cyanure (IIGC), qui comprennent la détoxification des décharges d'effluents dans l'installation de gestion des résidus et le recyclage de l'eau surnageant pour réutilisation dans l'usine.

L'installation a été construite pour résister à une activité sismique d'une magnitude de 7 sur l'échelle modifiée de Mercalli.

Les meilleures pratiques ont été appliquées à la nouvelle mine de Namoya, ce qui inclut une installation d'extraction par lixiviation en tas à la fine pointe de la technologie.

### LES INITIATIVES DE CONSERVATION

La prévention et la réhabilitation pour contenir et inverser la dégradation du paysage et des rivières résultant d'années d'exploitation minière artisanale sont une initiative environnementale qui continue à faire son cours à Namoya. Ainsi, la direction de l'usine supervise un programme de gestion des zones humides





et exploite une pépinière d'arbres pour la reforestation locale. L'usine travaille également avec des fonctionnaires nationaux en environnement pour améliorer l'environnement de la contrée.

**Un nombre additionnel de 55 000 arbres ont été distribués par an à des institutions communautaires, telles que les écoles et les églises, et aux dirigeants des circonscriptions locales.**

Un programme semblable, appelé «Twangiza La Verte» est également en cours depuis quelques années à Twangiza; en moyenne, plus de 44 500 arbres de



différentes espèces ont été plantés annuellement de 2012 à 2015. Un nombre additionnel de 55 000 arbres ont été distribués par an à des institutions communautaires, telles que les écoles et les églises, et aux dirigeants des circonscriptions locales. Chaque année, de nouveaux espaces sont ajoutés dans le programme de reboisement de la région.

# FONDATION BANRO

## INVESTIR DANS LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE À LONG TERME

---

La Fondation Banro a réalisé plus de 70 projets d'une valeur totale d'environ 5,5 millions de dollars américains.



La Fondation Banro est le véhicule de la société Banro pour l'investissement en développement communautaire à long terme.

Créée en 2005 et exerçant ses activités uniquement en RDC, la Fondation Banro a pour mandat d'améliorer la qualité de vie et les opportunités pour les individus et les communautés vivant à proximité des activités d'exploitation de Banro. Les domaines d'investissement prioritaires de la Fondation Banro - éducation, santé et développement de l'infrastructure sociale - ont été déterminés suite à des consultations auprès des communautés locales, de leurs dirigeants et de représentants des gouvernements central et provinciaux qui ont eu lieu pendant des mois avant le début des activités d'exploration de Banro en 2004.

La Fondation Banro assure aussi l'assistance humanitaire en cas de nécessité. La promotion des opportunités pour les femmes est un principe important de la Fondation.

Depuis sa création, la Fondation Banro a réalisé plus de 70 projets d'une valeur totale d'environ 5,5 millions de dollars américains. En 2015, elle a employé en RDC huit ressortissants congolais et un ressortissant étranger d'origine congolaise.

### LE PROJET AGRICOLE DE FUNDI

Promouvoir le développement de l'agriculture durable et l'autosuffisance économique est une priorité absolue dans l'est de la RDC, où l'agriculture demeure la principale occupation. Pour relever ce défi, en 2015 la Fondation Banro a converti son centre d'intérêt principal à l'agriculture durable. Ceci est en train de se concrétiser à travers le projet agricole de Fundi, situé à 15 kilomètres de la mine de Namoya.

Le projet agricole a débuté en 2014 avec la plantation de 100 ha de maïs et de manioc. Cette première récolte est maintenant vendue dans l'ensemble de la région en réponse à une pénurie locale de denrées alimentaires, en particulier le maïs. La deuxième semence, qui a débuté à la fin de

La vision de la Fondation Banro est de veiller à ce que les communautés locales se partagent les bénéfices de l'exploitation minière, tout en bénéficiant à long terme des améliorations de la qualité de vie durable.

**Développement durable grâce à l'enseignement primaire et le développement des compétences, l'amélioration des soins de santé, l'évolution de l'infrastructure et l'agriculture durable - ce qui est à long terme, les possibilités et la qualité de vie pour les communautés locales congolaises.**

septembre 2015, a vu le maïs, le manioc et le soja plantés sur 250 ha de terres. La ferme emploie actuellement plusieurs personnes du village de Fundi et des villages voisins, et emploiera un plus grand nombre de gens locaux étant donné que la superficie des terres cultivées augmentera au fil des ans.

Le projet agricole poursuit un certain nombre d'objectifs -- générer localement de l'emploi et des revenus, offrir une nouvelle source de nourriture pour la région et ouvrir de nouveaux marchés pour les produits cultivés localement. Par surcroît, la ferme pourra servir de modèle aux habitants de la région et l'amélioration des compétences agricoles profitera aux agriculteurs locaux. Ce dernier objectif est déjà réalisé. La mine de Namoya est maintenant en train d'aider un groupe d'anciens creuseurs artisanaux dans leur transition vers de nouveaux moyens de subsistance en tant qu'agriculteurs. Le projet de Fundi aide



Les leaders communautaires locaux et l'équipe de Banro Fondation avec la première récolte de maïs du champ de Fundi

cette nouvelle communauté agricole en leur fournissant des expertises agricoles et des semences hybrides ainsi que par le prêt de tracteurs.

Relié au projet agricole de Fundi, le gouvernement provincial du Maniema a demandé à la Fondation de réhabiliter et gérer les opérations régionales de la banque de semence, située à Kisamaba dans la province du Maniema. Cette entreprise importante implique des investissements substantiels, la réinsertion de l'agriculture extensive, la construction de logements et d'infrastructures qui seront financées par des donateurs internationaux. La banque des semences a le potentiel de jouer un rôle important dans le développement agricole de la région. Elle pourra fournir des semences nécessaires aux agriculteurs à des prix concurrentiels partout dans la province et au-delà du Maniema. Une entente avec le gouvernement provincial est sur le point d'être finalisée.

**La Fondation Banro se concentre sur les besoins identifiés par les dirigeants communautaires locaux, la priorité étant accordée aux projets qui profitent aux communautés dans leur ensemble.**



Les élèves de l'E.P Tima construite par la Fondation Banro



Un centre de santé du Maniema construit par la Fondation Banro sous le contrat de BCECO, une agence multilatérale

## DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES SOCIALES

Depuis sa création, le développement des infrastructures sociales a toujours été une priorité pour la Fondation. À ce jour, la Fondation a construit 10 écoles et en a réhabilité deux autres qui desservent actuellement plus de 7 000 élèves; elle a construit cinq établissements de soins de santé et une résidence des filles étudiantes de l'Université de Kindu dans la province du Maniema; elle a réalisé quatre systèmes d'eau potable desservant 33 000 personnes; elle a réhabilité plusieurs routes et ponts communautaires, a construit un marché régional et a entrepris plusieurs autres projets.

En 2015, l'initiative majeure dans ce domaine a été la construction d'un centre de santé rurale grâce à un contrat avec le Bureau central de coordination BCECO, une agence multilatérale du gouvernement de la RDC. En vertu de ce même contrat, la Fondation Banro a également commencé la construction d'un deuxième centre de santé et planifie d'entreprendre plusieurs projets de construction dans la province du Maniema en 2016 et au-delà.

Par ailleurs, plusieurs autres petits projets de la Fondation Banro ont été maintenus au cours de l'année, dont une série de programmes de bourses d'études pour les jeunes au soutien notamment de 26 étudiants dans quatre universités congolaises et de 5 étudiants du niveau secondaire dans une école technique de la ville de Bukavu. Un soutien financier est également en place pour des étudiants de l'Université de la province du Maniema et un partenariat avec la bourse Julian Barings qui soutient un jeune diplômé congolais dans une discipline axée sur l'exploitation minière dans une université sud-africaine.

Plusieurs projets non capitalisés ont évolué au cours de l'année. Entre autres, une troisième expédition du matériel médical du Canada a été effectuée vers la RDC en partenariat avec Collaboration Santé

## La Fondation a construit 10 écoles et en a réhabilité deux autres qui desservent actuellement plus de 7000 élèves

Internationale, une ONG basée à Québec, et l'expédition de 30000 manuels scolaires du Canada vers la RDC, qui ont ensuite été distribués aux écoles locales. Cet envoi a été rendu possible grâce à un partenariat avec la Fondation internationale des cultures à partager, un organisme de bienfaisance créé et financé par les membres de l'Assemblée nationale du Québec au Canada. Au moment de la rédaction du présent rapport, une deuxième expédition de 40000 manuels scolaires de langue française a été chargée dans le port de Montréal vers la RDC.

### 2015-2016 RÉCOMPENSES POUR LA PERFORMANCE SOCIALE

En octobre 2015, les contributions de Banro et de la Fondation Banro au développement économique local ont été formellement reconnues par le «Prix du Meilleur Investissement social» au cours de la soirée de remise de prix de l'industrie minière de la RDC tenue le 15 octobre 2015 à Kinshasa. Le fondateur de la Société, Arnold T. Kondrat, a également été désigné dans la catégorie de «Prix d'Excellence sur l'Ensemble de ses Réalisations».

Il s'agissait du deuxième prix reçu par Banro en RDC au cours de l'année. En mai, les filiales de la Société dans la province du Sud-Kivu ont été reconnues comme meilleur employeur au Sud-Kivu pour la création d'emplois et pour la qualité des salaires et des avantages sociaux accordés aux employés. À cette occasion, les porte-paroles des syndicats ont également souligné la contribution de Banro à la lutte contre le chômage des jeunes et son rôle dans la création d'emplois grâce à l'utilisation d'entrepreneurs et de fournisseurs de services locaux.



Le premier jour du labourage à la coopérative agricole CODEKA près de Namoya



Les travailleurs de Banro et de la Fondation avec le prix 2016 pour le Développement communautaire et le Contenu Local

En 2016, la Fondation Banro a été primée pour sa contribution au développement social avec le prix du Développement communautaire et contenu local de l'industrie minière de la RDC. Lors de la remise du prix à la Fondation Banro, les organisateurs ont souligné que : «L'approche de la Fondation Banro au développement communautaire, axée sur le partage des valeurs, est unique en RDC.» La Fondation reconnaît que la compétitivité de Banro et la santé des communautés autour de ses activités sont interdépendantes et s'y investit donc en conséquence.

# GOVERNANCE, MINÉRAIS STRATÉGIQUES ET DROITS DE LA PERSONNE

---

Les principes commerciaux et de gestion de la Société sont exposés dans la politique de conduite des affaires qui s'applique à tous les administrateurs, dirigeants et employés de la société.

Comme entreprise extractive dans une région du monde en développement, Banro est tout à fait consciente de ses responsabilités éthiques et est engagée à toujours observer les normes de gouvernance, de transparence et de protection des droits de la personne. Le conseil d'administration et la direction suivent de près les changements apportés aux lois, aux règlements, aux règles et aux meilleures pratiques à l'échelle internationale et appliquent ces changements à leurs politiques et à leurs pratiques au besoin.

Les principes commerciaux et de gestion de la Société sont exposés dans la politique de conduite des affaires qui s'applique à tous les administrateurs, dirigeants et employés de la société. La politique établit un ensemble commun d'attentes et de normes pour la Société et son personnel en ce qui a trait aux pratiques commerciales professionnelles, au commerce international, au comportement personnel,

à la santé, à la sécurité et à l'environnement ainsi qu'à la divulgation d'information.

Le Conseil d'Administration comprend actuellement trois comités – le comité d'audit, le comité sur la compensation, et le comité sur la santé et la sécurité, sur les questions techniques et environnementales. Le mandat du comité d'audit est conforme aux pratiques d'excellence. Le Conseil a aussi mis en œuvre une politique d'alerte pour protéger les employés qui signalent des infractions à la loi, aux règlements ou à la politique d'entreprise et pour veiller à ce que leurs préoccupations soient traitées de manière appropriée. La politique de conduite des affaires de la Société, le mandat du comité d'audit et la politique d'alerte peuvent être téléchargés sur le site Web de la Société à [www.banro.com](http://www.banro.com).

Banro est constituée en société en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Elle est une société cotée en bourse, inscrite à la Bourse de Toronto et

au New York Stock Exchange (MKT LLC), dans chaque cas sous le symbole «BAA». En tant que Société faisant appel public à l'épargne en Amérique du Nord, Banro fonctionne dans un milieu de réglementation très transparente qui comprend les exigences continues en matière de divulgation découlant des lois américaines et canadiennes. Ces exigences comprennent la divulgation en temps opportun des changements à la documentation, ainsi que les rapports financiers trimestriels et annuels. Aux États-Unis, l'inscription des sociétés cotées en bourse auprès de la SEC (Securities and Exchange Commission – Commission des valeurs mobilières des États-Unis) doit être effectuée de façon électronique par l'entremise du système EDGAR. Au Canada, ces inscriptions sont effectuées sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR).

Le public a accès à tous les dépôts de Banro dans EDGAR depuis mars 2005 en visitant [www.sec.gov](http://www.sec.gov). Les dépôts dans SEDAR depuis 1997 sont disponibles sur le site Web de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Les documents publics classés avant cette date peuvent être obtenus en communiquant avec la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, au 20, rue Queen Ouest, bureau 1903, Toronto (Ontario), M5H 3S8, Canada. Un important test de transparence est l'ouverture d'une entreprise à un examen minutieux.

Banro met en œuvre sa politique «porte ouverte» dans toutes ses activités et accueille régulièrement des délégations et des visiteurs légitimes. Dans le passé, ceci comprenait des visites de dirigeants communautaires locaux, de ministres et politiciens des gouvernements provinciaux et national de la RDC, d'organismes non gouvernementaux locaux et internationaux, de journalistes congolais et internationaux, de banquiers d'entreprises

et de spécialistes des services de banques d'investissement, d'analystes financiers, de diplomates de haut niveau du Canada, des États-Unis et de l'Allemagne, d'une délégation de députés et de sénateurs canadiens et d'une délégation de membres du parlement fédéral allemand.

En RDC, Banro a conclu de nombreux accords avec le gouvernement national, notamment une Convention Minière. Plusieurs décrets présidentiels, des premiers ministres et des ministres ont été émis en rapport avec à ces accords, tous étant du domaine public en RDC. Les filiales de la Société en RDC soumettent toujours leurs états financiers annuels à la Direction générale des impôts (DGI) du ministère des Finances ainsi que les rapports environnementaux requis à la direction générale du développement minier, ministère des Mines.

## MINERAIS DE CONFLIT ET LOI DODD FRANK

Il existe une préoccupation internationale légitime voulant que certains minerais exportés de la RDC proviennent de sites d'exploitation artisanale contrôlés ou taxés par des groupes armés illégaux ou par des membres indésirables de l'armée congolaise. Banro s'inquiète également de cette situation et appuie les efforts visant à mettre fin au commerce illicite de minerais.

La Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act (loi américaine sur la réforme de Wall Street et la protection du consommateur) (la «Dodd-Frank Act»), qui a été promulguée en juillet 2010, exige des fabricants répertoriés qu'ils respectent une exigence de la Securities and Exchange Commission (SEC) portant sur le signalement de produits manufacturiers contenant du minerai provenant de la RDC et de ses pays voisins. Cette loi ne s'applique pas directement aux filiales de Banro en RDC puisque celles-ci

entrent dans la catégorie des producteurs et non des fabricants. La mine de Twangiza fait toutefois partie de la chaîne d'approvisionnement des raffineries, et celles-ci doivent procéder à des audits pour s'assurer que l'argent aurifère ou que l'or raffiné qui leur est fourni provient de zones de la RDC épargnées par les conflits et a été produit dans le respect des normes et directives internationales acceptables, y compris le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour les chaînes d'approvisionnement responsable en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque.

### **NORME RELATIVE À L'EXPLOITATION AURIFÈRE SANS CONFLIT DU CONSEIL MONDIAL DE L'OR**

Rand Refinery Limited, qui raffine l'or produit par Banro, exige des mines de Twangiza et de Namoya qu'elles garantissent que l'or exporté vers ses raffineries situées en Afrique du Sud a été produit dans le respect de la Norme sur l'or libre du World Gold Council (WGC) publiée en septembre 2012. Banro offre une telle assurance, comme l'exigent les normes et les directives du WGC. Banro se conforme aussi aux normes et directives relatives à la production aurifère sans conflit de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) qui ressemblent beaucoup aux normes et directives du WGC. Banro participe aux réunions semestrielles sur la question qui sont organisées par l'OCDE et est membre de divers comités établis pour assurer une surveillance de cette question.

### **INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES D'EXTRACTION (ITIE)**

L'ITIE, créée en 2003 par l'entremise d'une coalition de gouvernements, d'entreprises, de groupes de la société civile et d'organismes internationaux, appuie la gouvernance améliorée des pays riches en ressources au moyen de la vérification et de la publication complète des paiements d'entreprise et des revenus gouvernementaux provenant du pétrole, du gaz et des mines. La mise en œuvre de l'ITIE est la responsabilité de chaque pays participant. La RDC est l'un des 23 pays qui ont atteint le statut de candidat de l'ITIE. Le pays a mis en œuvre l'ITIE à l'essai avec un nombre limité d'entreprises d'extraction. Banro participe au processus de l'ITIE et divulgue toutes ses contributions, taxes et cotisations versées aux instances publiques locales, provinciales et nationales.

La loi Dodd-Frank prévoit également de nouvelles exigences qui, une fois en vigueur, nécessiteront la divulgation des paiements effectués par une entreprise de l'industrie des ressources à un gouvernement.

Banro appuie pleinement la mise en œuvre de l'ITIE en RDC et se conforme aux normes et directives du WGC, de l'OCDE et de la CIRGL, qui, ensemble, incorporent tous les principes essentiels de l'ITIE.

### **SÉCURITÉ ET DROITS DE LA PERSONNE**

Les gouvernements, les entreprises d'extraction et les organismes non gouvernementaux de partout dans le monde en sont venus à reconnaître l'importance non seulement de la sécurité et de la promotion/protection des droits de

la personne dans les pays en développement, mais aussi du rôle des affaires dans l'atteinte de cet objectif. Plus récemment, on a accordé une attention particulière au rôle que jouent la chaîne d'approvisionnement et les entrepreneurs en sécurité d'une entreprise d'extraction et la relation de cette dernière avec les forces de sécurité publique dans la sécurité et la protection des droits de la personne.

En tant qu'explorateur et développeur, Banro a pris ses responsabilités au sérieux pour assurer la sécurité et la promotion/protection des droits de ses employés et des personnes qui vivent dans les communautés situées près de ses opérations. Ceci se reflète dans la conformité de la Société aux cadres mondiaux telles que les normes environnementales et sociales de la Société financière internationale (IFC) et la législation congolaise applicable.

En devenant une entreprise d'extraction en 2011, Banro a reconnu le besoin d'officialiser son engagement envers les droits de la personne. En 2012, la Société a amorcé un processus de conformité aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme. Ces principes ont été définis et sont appuyés par un certain nombre de pays, dont le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni, ainsi que par plusieurs entreprises d'extraction et ONG. Ils visent à guider les entreprises à veiller à la sécurité et au respect des droits de la personne. En 2012, Banro a confié à une entreprise tierce indépendante et compétente le mandat de mener une enquête approfondie sur la situation en matière de sécurité dans la surface occupée par les installations de Banro en RDC, le comportement des forces de sécurité et la façon de Banro de répondre

à la situation et de traiter avec les intervenants concernés. Ce vérificateur indépendant a produit un rapport à la fin de 2012 contenant des recommandations sur la mise en œuvre formelle de politiques et de procédures révisées. Si le rapport contient des constatations négatives concernant la relation de Banro avec les forces militaires et policières, on y formule néanmoins des recommandations sur l'amélioration des pratiques de sécurité. Ces recommandations ont été mises en œuvre de 2013 à 2015 par les responsables de la gestion opérationnelle de Banro et le fournisseur de services de sécurité de la Société. L'expert technique sera de retour pour mener un audit postérieur à la mise en œuvre, lequel sera suivi d'un deuxième rapport faisant état de la conformité aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme ainsi qu'aux recommandations formulées en 2012.

# RESSOURCES ET RÉSERVES MINÉRALES DE BANRO CORPORATION

(Au 31 décembre 2015)

## RESSOURCES MINÉRALES

Propriété	Mesurée			Indiquée			Inférée		
	Tonnage (Mt)	Teneur (g/t Au)	Or (Moz)	Tonnage (Mt)	Teneur (g/t Au)	Or (Moz)	Tonnage (Mt)	Teneur (g/t Au)	Or (Moz)
Oxyde – Twangiza	2,49	1,99	0,16	8,57	1,86	0,51	1,56	1,20	0,06
Transition et frais – Twangiza	3,11	2,11	0,21	85,18	1,40	3,81	8,27	1,17	0,31
Oxyde sans fraisage – Namoya	20,44	2,02	1,33	5,24	1,73	0,29	5,03	1,63	0,26
Oxyde – Lugushwa				16,91	1,35	0,73	6,17	1,56	0,31
Transition et frais – Lugushwa							65,01	1,54	3,22
Surface – Kamituga							4,14	2,4	0,32
Sous-terrain – Kamituga							3,12	6,00	0,60
<b>TOTAL</b>				<b>Mesurées et indiquées</b>			<b>Inférées</b>		
				<b>7,04 millions d'onces d'or</b>			<b>5,08 millions d'onces d'or</b>		

## RÉSERVES MINÉRALES DE TWANGIZA

Catégorie	Tonnage (Mt)	Teneur (g/t Au)	Or (Moz)
Prouvées	6,21	2,19	0,44
Probables	21,47	2,01	1,39
<b>Prouvées et probables</b>	<b>27,67</b>	<b>2,05</b>	<b>1,82</b>

## RÉSERVES MINÉRALES DE NAMOYA

Catégorie	Tonnage (Mt)	Teneur (g/t Au)	Or (Moz)
Prouvées	17,90	2,10	1,21
Probables	3,04	1,53	0,15
<b>Prouvées et probables</b>	<b>20,94</b>	<b>2,02</b>	<b>1,36</b>

## TOTAUX DES RÉSERVES MINÉRALES

Catégorie	Tonnage (Mt)	Teneur (g/t Au)	Or (Moz)
Prouvées	24,10	2,12	1,65
Probables	24,50	1,95	1,54
<b>Prouvées et probables</b>	<b>48,61</b>	<b>2,03</b>	<b>3,18</b>

## MISE EN GARDE

### concernant les déclarations prospectives :

Ce rapport contient des déclarations prospectives. Toutes les déclarations, autres que les déclarations de faits historiques, qui traitent d'activités, d'événements ou de développements qui, selon les attentes ou les prévisions de la Société, surviendront ou pourraient survenir à l'avenir (y compris, sans limitation, les déclarations concernant les estimations et/ou les prévisions concernant la production d'or, les revenus, les flux de trésorerie et les coûts, l'économie estimée des projets, les estimations concernant les ressources minérales et les réserves minérales, la minéralisation potentielle, les ressources minérales et les réserves minérales potentielles, le début projeté possible de la production d'or et de l'exploration par la Société, les plans et les objectifs de développement et de production relatifs à ses projets) sont des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives reflètent les attentes ou croyances actuelles de la Société sur la base des informations disponibles actuellement. Les déclarations prospectives sont assujetties à un certain nombre de risques et d'incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats discutés dans ces déclarations prospectives, et même si ces résultats se concrétisaient intégralement ou partiellement, rien ne garantit qu'ils auraient les conséquences ou les effets attendus sur la Société. Parmi les facteurs susceptibles de faire diverger de façon importante les résultats ou les événements réels des prévisions actuelles, citons notamment : l'incertitude entourant les estimations des coûts en capital et des coûts d'exploitation, les estimations de la production d'or et le rendement économique estimé; la possibilité que les circonstances réelles diffèrent des estimations et des suppositions utilisées dans les études économiques sur les propriétés aurifères de la Société; le défaut d'établir une estimation des ressources minérales ou des réserves minérales; les fluctuations des prix de l'or et des taux de change; les incertitudes liées à la disponibilité du financement nécessaire à l'avenir ainsi qu'à son coût; l'inflation; des récupérations d'or inférieures à celles indiquées par les essais métallurgiques effectués à ce jour (il n'y a aucune garantie que les récupérations d'or obtenues lors d'essais à petite échelle en laboratoire seront reproduites lors d'essais à grande échelle sur le site ou durant la production) ou inférieures à celles attendues à la suite de l'agrandissement de l'usine de Twangiza; les fluctuations des marchés boursiers; l'évolution de la situation politique en République démocratique du Congo; le manque d'infrastructures; l'incapacité de se procurer ou de maintenir la validité, ou des délais pour se procurer et maintenir la validité, des permis et approbations; le manque de disponibilité à un coût raisonnable ou tout court, des usines, de l'équipement ou de la main-d'œuvre; l'incapacité d'attirer et de retenir des cadres ou employés clés; des changements aux lois ayant une incidence sur les activités de la Société; les incertitudes liées à l'interprétation des résultats de forage et des autres renseignements géologiques; et les autres risques mentionnés à la rubrique « Facteurs de risque » et ailleurs dans le formulaire de renseignement annuel de la Société du 6 avril 2015 publié sur le site Web de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et sur le site Web du système EDGAR à [www.sec.gov](http://www.sec.gov). Toute déclaration prospective n'est valable qu'à la date à laquelle elle est énoncée et, sauf dans la mesure requise par les lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société décline toute intention ou obligation d'actualiser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouveaux renseignements, d'événements ou résultats futurs ou d'autres raisons. Bien que la Société estime que les suppositions sous-jacentes aux déclarations prospectives soient raisonnables, les déclarations prospectives ne constituent pas des garanties quant au rendement futur; par conséquent, on ne devrait pas se fier indûment à ces déclarations étant donné l'incertitude sous-jacente qui y est associée.

## MISE EN GARDE

### concernant les ressources et les réserves estimées :

Les données sur les ressources minérales et les réserves minérales de la Société sont des estimations et aucune garantie ne peut être donnée que les niveaux d'or indiqués seront réellement produits. Ces estimations sont l'expression de jugements basés sur nos connaissances, notre expérience dans le domaine minier, l'analyse des résultats de forage et les pratiques de l'industrie. Des estimations valides faites à un moment donné pourraient changer substantiellement à la lueur de nouveaux renseignements. Bien que la Société estime que les bases des estimations de ses ressources minérales et de ses réserves minérales soient solides, en raison de leur nature même les estimations de ressources minérales et de réserves minérales sont imprécises et dépendent, jusqu'à un certain point, d'inférences statistiques qui pourraient en fin de compte s'avérer erronées. Si ces estimations s'avéraient erronées ou étaient réduites à l'avenir, ceci pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société. Les ressources minérales qui ne sont pas des réserves minérales n'ont aucune viabilité économique démontrée. Il n'existe aucune garantie que des ressources minérales puissent devenir des réserves minérales par l'exploration continue. Étant donné l'incertitude qui peut se rattacher aux ressources minérales inférées, on ne peut pas supposer que l'ensemble ou qu'une partie des ressources minérales inférées deviendront des ressources minérales mesurées ou indiquées à la suite de l'exploration continue. La confiance envers les estimations ne suffit pas pour permettre une application significative des paramètres techniques et économiques permettant une évaluation de la viabilité économique digne d'être divulguée (sauf dans certaines circonstances limitées). Les ressources minérales inférées sont exclues des estimations qui constituent la base de l'étude de faisabilité.

La Securities and Exchange Commission (la « SEC ») américaine permet aux Sociétés minières américaines, dans les documents que ces dernières déposent auprès d'elle, de ne divulguer que les gisements minéraux qu'elles peuvent économiquement et légalement extraire ou produire. Certains termes sont utilisés par Banro, comme les « ressources » « mesurées », « indiquées » et « inférées », que les lignes directrices de la SEC interdisent strictement aux Sociétés américaines d'inclure dans les documents qu'elles déposent auprès d'elle. Les investisseurs américains sont instamment invités à examiner attentivement la divulgation dans le formulaire de déclaration d'enregistrement 40-F de Banro, dossier 001-32399, qui peut être obtenu auprès de Banro ou sur le site Web de la SEC, au <http://www.sec.gov/edgar.shtml>.

Des renseignements supplémentaires sur Banro et sur ses propriétés aurifères sont inclus dans le formulaire de renseignement annuel de la Société du 6 avril 2015 dont un exemplaire a été publié dans, et peut être obtenu dans, SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et EDGAR à [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

### Personne qualifiée

Daniel K. Bansa, chef des projets et des opérations à Banro, une « personne qualifiée » (tel que ce terme est défini par la Norme canadienne 43-101), a révisé et approuvé l'information technique contenue dans le présent rapport.



**BANRO  
CORPORATION**

## INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

---

### **www.banro.com**

Plus d'informations sur les activités de la Société et son engagement envers la responsabilité sociale d'entreprise sont disponibles sur le site Web de la Société, [www.banro.com](http://www.banro.com), et sur le site Web de Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et le site Web de la U.S. Securities and Exchange Commission à [www.sec.gov/edgar.shtm](http://www.sec.gov/edgar.shtm)

### **Personnes-ressources :**

Martin Jones  
Président de la Fondation Banro  
Téléphone: +1 416 366 2221 poste 3213  
[mjones@banro.com](mailto:mjones@banro.com)

### **Siège social :**

1 First Canadian Place  
100, rue King Ouest, bureau 7070  
C.P. 419, Toronto, ON  
Canada M5X 1E3  
Téléphone: +1 416 366 2221  
Télécopieur: +1 416 366 7722

### **Bureau de Bukavu :**

Banro Congo Mining SARL  
15 Avenue Mwanga  
Muhumba, Ibanda  
Bukavu, South Kivu  
République Démocratique du Congo  
Téléphone: +243 810 393 534

### **Bureau de Kinshasa :**

14, avenue Sergent Moke  
Concession Safricas  
C/Ngaliema, Kinshasa  
République Démocratique du Congo

